

Accord-cadre régional de prestations d'installation et de maintenance de bornes de recharge avec prestations associées pour les véhicules électriques des services de l'Etat (hors ministère des Armées) et de certains de ses établissements publics implantés en région Auvergne-Rhône-Alpes

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Numéro de consultation : BORNES RECHARGE_ARA_2020

Procédure de passation : procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique (CCP).

Ce document comporte 44 pages

Table des matières

Article 1 - PREAMBULE.....	6
1.1 Les parties.....	6
1.2 Les définitions techniques.....	6
1.3 Les autres définitions.....	8
Article 2 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE.....	9
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	9
2.2 Périmètre de l'accord-cadre.....	9
2.3 Allotissement.....	10
2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre.....	10
2.5 Durée de l'accord-cadre.....	10
2.6 Documents contractuels.....	10
2.7 Lieu d' exécution.....	11
2.8 Modification de l'accord-cadre.....	11
2.9 Clauses de réexamen.....	11
2.10 Forme des notifications et des informations.....	11
2.11 Langue.....	11
2.12 Marchés complémentaires et prestations similaires.....	11
Article 3 - FORMES, DUREE ET MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS ET DES BONS DE COMMANDE.....	12
3.1 Forme, durée , contenu des marchés subséquents conclus sous forme d'un marché public unique.....	12
3.1.1 Forme des marchés subséquents conclus sous la forme d'un marché public unique.....	12
3.1.2 Durée des marchés subséquents conclus sous la forme d'un marché public unique.....	12
3.2 Forme, durée et contenu des marchés subséquents sans minimum ni maximum et des bons de commandes.....	13
3.2.1 Formes des marchés subséquents sans minimum ni maximum exécutés par bons de commandes	13
3.2.2 Durée des marchés subséquents sans minimum ni maximum et des bons de commandes.....	13
3.2.3 Contenu des marchés subséquents sans minimum ni maximum.....	13
3.2.4 Contenu et émission des bons de commande.....	14
3.3 Modalités de passation des marchés subséquents.....	14
3.3.1 Modalités de mise en concurrence.....	14
3.3.2 Délai de remise des offres.....	15
3.3.3 Critères de choix pour l'attribution des marchés subséquents.....	15
3.3.4 Obligation de réponse du titulaire.....	16
Article 4 - MODALITES D'EXECUTION FINANCIERE.....	16
4.1 Forme des prix.....	16
4.2 Contenu des prix.....	17
4.3 Révision des prix.....	18
4.3.1 Pour les prix relatifs aux prestations de diagnostic et la ligne C2 relative au taux horaire.....	18
4.3.2 Pour les prix relatifs aux prestations de travaux d'installation, et la ligne C4 relative au taux horaire	19
4.3.3 Pour les prix relatifs aux prestations de maintenance et de supervision (hors lignes 12.6, 12.7 et 12.8) et la ligne C3 relative au taux horaire.....	19
4.3.4 Arrondis :	20
4.4 Clause de sauvegarde.....	20
4.5 Avances.....	20

4.6	Periodicites des paiements.....	20
4.7	Intérêts moratoires.....	20
4.8	Etablissement des factures.....	21
4.8.1	Facturation des prestations de diagnostic.....	21
4.8.2	Facturation des prestations de travaux d'installation.....	21
4.8.3	Facturation des prestations de maintenance préventive et de supervision.....	21
4.8.4	Facturation des prestations de maintenance corrective.....	21
4.9	Contenu des factures.....	21
4.10	Transmission des factures.....	21
4.11	Décompte général.....	22
4.12	Paiements directs des sous-traitants.....	22
4.13	Cession ou nantissement.....	22
4.14	Taux de tva et monnaie.....	22
4.15	Retenue de garantie et cautionnement.....	23
4.16	Changement affectant l'opérateur économique.....	23
4.17	travaux non prévus.....	23
4.17.1	Travaux modificatifs.....	23
4.17.2	Dépassement du montant initial des travaux.....	23
Article 5 -	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	23
Article 6 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE DIAGNOSTIC PREALABLE.....	24
Article 7 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX D'INSTALLATION.....	24
7.1	Habilitation du personnel.....	24
7.2	Délai maximum d'établissement d'un devis de travaux.....	24
7.3	Délai d'exécution des travaux d'installation.....	24
7.4	Prolongation du délai d'exécution des travaux d'installation.....	25
7.5	Période de préparation.....	25
7.6	Travaux supplémentaires.....	25
7.7	Horaires, nuisances sécurité incendie.....	26
7.8	Contrôle de l'exécution des travaux d'installation.....	26
7.9	Admission des travaux.....	26
Article 8 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	26
8.1	Etat des lieux des installations.....	27
8.2	Modalités d'exécution de la maintenance préventive.....	27
8.3	Modalités d'exécution de la maintenance corrective.....	27
8.3.1	Délai maximum d'établissement d'un devis de maintenance corrective.....	28
8.3.2	Délai d'exécution de la maintenance corrective.....	28
8.4	Adjonction/remplacement/retrait d'équipements, de bâtiments, de sites.....	28
8.5	Remise des équipements en fin d'accord-cadre / démobilisation / plan de réversibilité.....	29
8.6	Horaires de maintenance.....	29
8.6.1	Maintenance préventive.....	29
8.6.2	Maintenance corrective (hors garantie).....	30
8.7	Contrôle de l'exécution des prestations de maintenance.....	30
8.8	Opérations de vérification des prestations de maintenance.....	30
8.8.1	Maintenance préventive.....	30
8.8.2	Maintenance corrective (hors garantie).....	30
Article 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE SUPERVISION.....	30
Article 10 -	MOYENS MIS À DISPOSITION DU TITULAIRE.....	30

Article 11 - OUTILLAGE.....	31
Article 12 - NETTOYAGE.....	31
Article 13 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	32
Article 14 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.....	32
14.1 Obligation de conseil.....	32
14.2 Obligation d'information.....	32
14.3 Obligation de confidentialité.....	32
14.4 Accès aux sites.....	32
14.5 Mesures de sécurité.....	33
14.6 Responsabilité du titulaire.....	34
14.7 Traitement de données à caractère personnel.....	34
14.8 Obligations en matière de protection des salariés et de conditions de travail.....	34
14.9 Obligations administratives.....	34
Article 15 - MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	35
15.1 Pénalités.....	35
15.1.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	35
15.1.2 Pénalités pour non respect du délai inscrit au devis.....	35
15.1.3 Pénalités pour non exécution des prestations.....	36
15.1.4 Pénalités pour manquement au repliement des installations et remise en état des lieux.....	36
15.1.5 Pénalités liées à la remise tardive de la déclaration du contrat de sous-traitance.....	36
15.1.6 Pénalités pour manquement aux obligations administratives.....	37
15.1.7.1 Remise de document.....	37
15.1.7.2 Absence du titulaire.....	37
15.1.7.3 Remise de l'inventaire.....	37
15.1.7 Plafonnement des pénalités.....	37
15.1.8 Seuil d'exonération des pénalités.....	37
15.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	37
15.3 Perte d'exclusivité.....	37
15.4 Résiliation.....	38
15.4.1 Résiliation de marchés subséquents sans minimum ni maximum exécutés par bons de commande.....	38
15.4.2 Résiliation de l'accord-cadre.....	38
15.4.3 Résiliation à l'initiative du titulaire.....	39
Article 16 - REUNIONS.....	39
16.1 Réunion préparatoire au démarrage et réunion de suivi de l'exécution de l'accord-cadre.....	39
16.2 Réunion de chantier.....	39
Article 17 - PILOTAGE.....	39
17.1 Revue de contrat.....	39
17.2 Bilan d'activité.....	39
17.3 Rapport annuel d'exécution.....	40
17.4 Bilan trimestriel.....	40
Article 18 - OPERATIONS DE RECEPTION ET GARANTIES.....	40
18.1 Opérations de réception.....	40
18.2 Garantie.....	41
18.3 Garantie du matériel.....	41
18.4 Garantie de parfaitement achèvement.....	41
18.5 Garantie de bon fonctionnement.....	41

18.6 Responsabilité et assurances.....	41
18.6.1 Responsabilité.....	41
18.6.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun.....	42
18.6.3 Assurances de responsabilité civile décennale.....	42
18.6.4 Dispositions communes.....	42
Article 19 - SOUS-TRAITANCE.....	43
Article 20 - JURIDICTION COMPETENTE.....	43
Article 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-Travaux).....	43

Il est complété des annexes suivantes :

ANNEXE 1	Liste des établissements publics ayant adhéré à l'accord-cadre.
ANNEXE 2	Conditions d'accès dans les services du ministère de l'Intérieur, de la direction générale des douanes et des droits indirects, et du ministère de la Justice.
ANNEXE 3	Procédure de dématérialisation de la facturation.

Article 1 - PREAMBULE

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1.1 Les parties

Le pouvoir adjudicateur est le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le représentant du pouvoir adjudicateur, chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées, est le Secrétaire Général adjoint pour les Affaires Régionales (SGAR) Auvergne-Rhône-Alpes, assisté de la Plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA) du SGAR.

En application de la circulaire du 19 juillet 2016 relative à l'application du décret n°2016-247 du 3 mars 2016 et des articles L2113-1 et L2113-6 à -8 du code de la commande publique, il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre pour le compte des services de l'État dans la région Auvergne-Rhône-Alpes (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des armées et de certains établissements publics de l'Etat en région Auvergne-Rhône-Alpes mentionnés à l'annexe 1 au présent CCAP.

Les services et les établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires », sont chargés de l'exécution de l'accord-cadre pour leurs sites respectifs.

La Plate-Forme Régionale des Achats (PFRA), désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR, qui par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Auvergne-Rhône-Alpes. La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur du marché subséquent est une personne habilitée, au sein d'un service disposant d'un budget propre, à signer et à conclure un marché subséquent en application du présent accord-cadre.

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et les établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites pour la gestion des marchés subséquents et des bons de commande issus du présent accord-cadre.

Le responsable de site est l'interlocuteur du titulaire, désigné par le service bénéficiaire, pour l'exécution des prestations sur le ou les sites dont il a la charge. Il est habilité à émettre toutes directives concernant l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec le Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes, et les marchés subséquents/bons de commande qui en découlent, avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le représentant du titulaire est la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations issues de l'accord-cadre, des marchés subséquents et des bons de commande.

1.2 Les définitions techniques

- **véhicule électrique** : un véhicule à moteur équipé d'un système de propulsion comprenant au moins un convertisseur d'énergie sous la forme d'un moteur électrique non périphérique équipé d'un système de stockage de l'énergie électrique rechargeable à partir d'une source extérieure;

- **infrastructure de recharge** : l'ensemble des matériels, tels que circuits d'alimentation électrique, bornes

de recharge ou points de recharge, coffrets de pilotage et de gestion, et des dispositifs permettant notamment la transmission de données, la supervision, le contrôle et le paiement, qui sont nécessaires à la recharge ;

- **station de recharge** : une borne associée à des emplacements de stationnement ou un ensemble de bornes associées à des emplacements de stationnement, alimentées par un même point de livraison du réseau public de distribution d'électricité ou par une même installation locale de production ou de stockage d'énergie et exploitée par un seul opérateur ou groupement d'opérateurs ;

- **borne de recharge** : un appareil fixe raccordé à un point d'alimentation électrique, comprenant un ou plusieurs points de recharge et pouvant intégrer notamment des dispositifs de communication, de comptage, de contrôle ou de paiement ;

- **point de recharge** : une interface associée à un emplacement de stationnement qui permet de recharger un seul véhicule électrique à la fois ;

La maintenance est, au sens de la norme FD EN 13306 X 60-319, un « ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ».

La maintenance préventive est une « Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits et destinés à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien. » (Extrait norme NF EN 13306 X 60-319).

La maintenance palliative est la maintenance qui s'attache à la correction de tout incident identifié empêchant l'utilisation d'un bien dans une condition optimale nécessitant une intervention rapide, pour parer au plus urgent dans le rétablissement du service produit permettant d'en poursuivre l'exploitation ou l'usage, et dans l'attente d'une solution ou une correction définitive durable. La maintenance palliative est principalement constituée d'actions à caractère provisoire qui doivent être suivies d'actions curatives.

La maintenance curative est la maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifié, par une action ou un ensemble d'actions permettant de rétablir un bien dans un état spécifique ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise par remise dans un état initial, de façon durable. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.

La maintenance corrective comprend la maintenance palliative et la maintenance curative.

Au sens de la norme NF X 60-000 et de son guide d'application GA X 60-025, les cinq niveaux d'intervention en maintenance préventive, palliative et curative sont définis de la manière suivante :

Niveau 1

Type d'action : Actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien.

Personnel : ce type d'opération peut être effectué par l'utilisateur du bien / agent avec, le cas échéant l'aide des instructions d'utilisation et sans outillage autre que celui intégré au bien.

Exemple : graissages, manœuvre manuelle d'organes mécaniques, purge d'éléments filtrants, contrôle d'encrassement des filtres.

Niveau 2

Type d'action : Actions de maintenance qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simple.

Personnel : ce type d'opérations courantes de maintenance est effectué par un personnel qualifié / agent technique, avec des procédures détaillées, un outillage léger et les équipements de soutien définis dans les instructions de maintenance. Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

Exemple : contrôle des organes de coupure (capteurs, fusibles, disjoncteurs) de sécurité, remplacement de filtres, réglages (alignement de poulies), contrôle de paramètre à l'aide de moyen de mesure.

Niveau 3

Type d'action : Actions de maintenance qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes.

Personnel : ce type d'opérations de technicité générale est effectué par un technicien qualifié, à l'aide de procédures complexes détaillées, un outillage portatif complexe et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.

Exemple : visite de maintenance préventive sur des équipements complexes, intervention de maintenance préventive intrusive.

Niveau 4

Type d'action : Actions de maintenance qui impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés.

Personnel : ce type d'opération technique de spécialité est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée maîtrisant une technique ou technologie particulière, avec des instructions générales ou particulières de maintenance et un outillage portatif spécialisé.

Exemple : thermographie infrarouge.

Niveau 5

Type d'action : Actions de rénovation, reconstruction, remplacement d'une installation, d'un équipement, d'une pièce de structure ou de fonctionnement, selon un processus proche de sa fabrication ou de son assemblage initial dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriels.

Personnel : ce type d'opérations de maintenance (rénovation, reconstruction, etc.) est effectué par le constructeur ou par un service ou société spécialisée avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication du bien concerné.

Exemple : remplacement de biens obsolètes, révision générale avec le démontage complet de la machine.

Maîtrise d'œuvre : chaque service bénéficiaire assume en son sein ou par délégation la mission de maîtrise d'œuvre qui lui revient.

Le maître de l'ouvrage représente, le cas échéant, le service bénéficiaire qui commande les travaux au titulaire du lot concerné. Il sera expressément désigné dans la demande de devis du service bénéficiaire.

1.3 Les autres définitions

L'accord-cadre multi-attributaires est un contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et plusieurs opérateurs économiques, ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés subséquents à passer au cours d'une période donnée par une remise en consultation subséquente selon les modalités prévues dans le présent accord-cadre. Ce contrat pose les règles des modalités d'attribution des marchés subséquents ainsi que les bases essentielles de la passation des marchés subséquents ultérieurs à passer au cours d'une période donnée, pris sur son fondement et accorde en conséquence une exclusivité des commandes aux titulaires.

Les marchés subséquents sont les marchés publics passés sur le fondement de l'accord-cadre régional. Ce marché public peut compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement. Le marché subséquent, passé exclusivement avec le titulaire de l'accord-cadre sera porté par les services bénéficiaires de l'accord-cadre.

Le **site d'intervention** est l'emplacement géographique où se trouve physiquement implanté les installations et/ou les équipements à maintenir. Ce site est associé à une adresse géographique individuelle. Un site peut comporter plusieurs bâtiments comportant chacun plusieurs équipements à maintenir. Le site est associé à un gestionnaire de site qui peut agir pour un ou plusieurs sites.

Le **coefficient sur pièces** (CP) est le taux maximum applicable sur les prix des pièces hors BPU fixé dans l'annexe financière à l'accord-cadre. Il s'applique au prix d'achat net fournisseur.

Le **prix d'achat net fournisseur** est le prix proposé par le fournisseur diminué des réductions qu'il accorde à son client selon la formule suivante : prix d'achat net hors taxes = prix d'achat brut hors taxes - les remises, rabais, ristournes.

Le délai d'intervention est le délai maximum après réception d'un appel, d'un message ou de tout autre moyen approprié convenu au préalable dans le cadre de la mise en place de l'accord-cadre ou du marché subséquent, délais de transports compris, pour que le technicien ou l'équipe de techniciens en nombre suffisant, compte tenu de l'importance du dysfonctionnement, de la typologie du bâtiment, et de la surface concernée, puisse exécuter les prestations sur l'équipement concerné.

Le délai de dépannage est le délai maximum après réception d'un appel, d'un message ou de tout autre moyen approprié convenu au préalable dans le cadre de la mise en place de l'accord-cadre ou du marché subséquent, délais de transports compris, pour que le technicien ou l'équipe de techniciens en nombre suffisant, compte tenu de l'importance de la panne, du matériel, de la typologie du bâtiment, et du matériel concerné, puisse exécuter les prestations sur l'équipement concerné, y compris la constatation et le diagnostic de la panne.

Ce délai s'entend comme le délai maximum autorisé d'indisponibilité du système sans action de dépannage, même provisoire en mode d'utilisation dégradé, après qu'une demande d'intervention ait été émise. Les délais de dépannage actés au présent accord-cadre représentent la durée maximale à ne pas dépasser, après demande d'intervention, pour intervenir sur l'équipement concerné et le remettre en état de fonctionnement normal ou dégradé.

L'obligation de résultat est l'obligation par laquelle le titulaire est tenu à un résultat précis, véritable, déterminé à l'avance. Le présent accord-cadre et les marchés subséquents qui en découlent sont des marchés à obligation de résultat.

Article 2 - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de diagnostic préalable, l'installation, la maintenance et la supervision de bornes de recharges pour les véhicules électriques des services de l'Etat (hors ministère des Armées) et certains de ses établissements publics cités en annexe 1 au présent CCAP, en région Auvergne-Rhône-Alpes.

L'ensemble des services de l'État de la région Auvergne-Rhône-Alpes (hors ministère des Armées) est susceptible d'adhérer à cet accord-cadre.

Il est précisé que la fourniture des bornes de recharge relève d'un accord-cadre distinct porté, au plan national, par la Direction des Achats de l'Etat.

L'accord-cadre porte sur des travaux, il est fait application du CCAG-TRAVAUX, arrêté du 8 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 mars 2014.

2.2 Périmètre de l'accord-cadre

Les prestations concernent les sites administratifs des services bénéficiaires de l'État, hors ministère des Armées, ainsi que les établissements publics membres du groupement de la région Auvergne-Rhône-Alpes. A titre indicatif, le présent accord-cadre porte sur les sites et installations suivants :

- établissement recevant du public ;
- locaux à usage de bureaux ;
- locaux d'enseignement ;
- logements de fonction ou hébergements ;
- restaurants administratifs ;
- ateliers, locaux techniques ;
- laboratoires ;
- lieux de détention, rétention ;
- garage et ateliers de réparations ;
- parkings ;

- voiries ;
- centre éditique.

2.3 Allotissement

Le présent accord-cadre comprend 3 lots géographiques selon l'allotissement suivant :

N°	Lots géographiques	Attributaire
1	Départements de l'Allier, du Cantal, de la Loire, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme (5 départements)	Multi-attributaire (2 maximum)
2	Département du Rhône (1 département)	Multi-attributaire (3 maximum)
3	Départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie (6 départements)	Multi-attributaire (2 maximum)

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

2.4 Forme et étendue de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est multi-attributaires :

- avec un maximum de 2 titulaires par lot pour les lots 1 et 3,
- et
- avec un maximum de 3 titulaires pour le lot 2.

L'accord-cadre est exécuté par la conclusion de marchés subséquents.

L'accord-cadre est conclu, pour toute sa durée, sans minimum et avec un maximum, pour l'ensemble des lots, s'élevant à 5 350 000€ HT.

2.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 48 mois (soit 4 ans) à compter de sa date de notification. L'accord-cadre ne fait l'objet d'aucune reconduction.

2.6 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe financière – Bordereau des Prix Unitaire (BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses 3 annexes ;
 - Annexe 1 : Liste des établissements publics ayant adhéré à l'accord-cadre ;
 - Annexe 2 : Conditions d'accès dans les services appartenant au ministère de l'intérieur et des douanes, aux bâtiments de la gendarmerie, des services judiciaires et de l'administration pénitentiaire ;
 - Annexe 3 : Procédure de dématérialisation de la facturation.
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- l'ensemble des précisions apportées au cours la consultation, le cas échéant ;
- la mise au point, le cas échéant ;
- les marchés subséquents et bons de commande passés sur la base de cet accord-cadre ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-T) arrêté du 8 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 3 mars 2014 ;

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux et ses annexes;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- le mémoire technique du titulaire fourni dans son offre.

Le marché subséquent est régi par ordre de priorité par :

- L'acte d'engagement du marché subséquent signé et daté du titulaire et son annexe financière ;
- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre listées à l'article 2.6 ci-dessus dans le même ordre de priorité.

2.7 Lieu d' exécution

Les prestations s'exécutent pour le compte des services de l'État (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des Armées et certains établissements publics de l'État présents en région Auvergne-Rhône-Alpes.

2.8 Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par avenant, aux clauses du présent document s'appliquent aux marchés subséquents en cours.

2.9 Clauses de réexamen

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;

- En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat

(crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces

modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

2.10 Forme des notifications et des informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations, qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'en attester une date certaine de réception.

2.11 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

2.12 Marchés complémentaires et prestations similaires

Le présent accord-cadre et les marchés subséquents pris sur son fondement peuvent faire l'objet de

prestations similaires de travaux ou de services suivant les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 3 - FORMES, DUREE ET MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS ET DES BONS DE COMMANDE

Conformément à l'article R2162-2 et R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique, la forme du marché subséquent est laissée à la libre appréciation du service bénéficiaire en fonction de la nature de ses besoins, selon les formats suivants :

- marché subséquent conclu sous forme d'un marché public unique à la survenance des besoins précisant les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations objets dudit marché,
- marché subséquent conclu sous la forme de marché public, sans minimum et sans maximum, exécuté par l'émission de bon de commande à la survenance des besoins sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre.

Les prix figurant à l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

L'ensemble des marchés subséquents conclus durant la période de validité de l'accord-cadre ne devra pas dépasser 5 350 000€ HT pour l'ensemble des lots .

Les marchés subséquents passés sur la base du présent accord-cadre pourront comporter une tranche ferme et un ou plusieurs tranches optionnelles en application de l'article R2113-4 du code de la commande publique. Conformément à l'article R2113-6 du code de la commande publique, l'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à une décision du service bénéficiaire, notifiée au titulaire dans les conditions fixées dans le marché subséquent.

La passation des marchés subséquents est déclenchée par les services bénéficiaires.

3.1 Forme, durée , contenu des marchés subséquents conclus sous forme d'un marché public unique

3.1.1 Forme des marchés subséquents conclus sous la forme d'un marché public unique

Conformément à l'article R2162-2 et R2162-7 à R2162-14 du code de la commande publique, les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marchés publics uniques exécutés directement à la survenance du besoin sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre.

3.1.2 Durée des marchés subséquents conclus sous la forme d'un marché public unique

Les marchés subséquents sont notifiés tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre. La conclusion des marchés subséquents uniques ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution de chaque marché subséquent cours à compter de sa date de notification ou, le cas échéant, de la date indiquée dans le marché subséquent.

Les marchés subséquents conclus sous la forme d'un marché public unique prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du marché subséquent. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre dans la limite d'un délai de 6 mois à compter la fin de validité de l'accord-cadre.

Contenu des marchés subséquents conclus sous la forme d'un marché public unique

Chaque marché subséquent exécuté directement comporte notamment les mentions suivantes :

- le numéro et la date d'émission du marché subséquent,
- la désignation et l'adresse du titulaire;

- la désignation et l'adresse du service bénéficiaire des prestations ;
- la désignation et les coordonnées du responsable de site;
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture ;
- l'imputation budgétaire ;
- le numéro référence de l'accord-cadre ;
- le numéro référence du lot et du titulaire de l'accord-cadre;
- la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé et typologie de prestation à effectuer) ;
- le délai d'exécution de la prestation, le cas échéant ;
- la date de début d'exécution de la commande ;
- la date de fin d'exécution de la commande ;
- Le délai de réalisation des travaux le cas échéant ;
- le délai d'urgence si il y a lieu ;
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) ;
- les lieux d'exécution des prestations;
- le devis établi par le titulaire.

D'autres documents peuvent être joints selon le cas.

Les marchés subséquents sont notifiés par tout moyen de communication permettant d'en accuser date certaine. Ils doivent être signés par une personne habilitée à engager le titulaire et retournés au service bénéficiaire dans un délai de 48h00 à compter de la transmission dudit marché subséquent.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un marché subséquent appellent des réserves de sa part, il dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la commande pour formuler des observations par écrit au service bénéficiaire.

3.2 Forme, durée et contenu des marchés subséquents sans minimum ni maximum et des bons de commandes

3.2.1 Formes des marchés subséquents sans minimum ni maximum exécutés par bons de commandes

Conformément à l'article R2162-2 et R2162-7 à R2162-14 du code de la commande publique, les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marchés publics, sans minimum et sans maximum, exécutés par l'émission de bon de commande à la survenance des besoins sur la base des prix fixés dans l'accord-cadre.

3.2.2 Durée des marchés subséquents sans minimum ni maximum et des bons de commandes

Les marchés subséquents et les bons de commande sont notifiés tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre.

La conclusion des marchés subséquents sans minimum ni maximum et la passation des bons de commande sur la base d'un marché subséquent, sans minimum ni maximum, ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Les marchés subséquents et les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre.

Le point de départ du délai d'exécution de chaque marché subséquent sans minimum ni maximum et des bon de commande court à compter de sa date de notification ou, le cas échéant, de la date indiquée dans le marché subséquent ou le bon de commande.

Les marchés subséquents sans minimum ni maximum ou les bons de commandes passés sur la base d'un marché subséquent sans minimum, ni maximum, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du marché subséquent ou du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre dans la limite d'un délai de 6 mois à compter la fin de validité de l'accord-cadre.

3.2.3 Contenu des marchés subséquents sans minimum ni maximum

Chaque marché subséquent comporte notamment les mentions suivantes :

Chaque marché subséquent exécuté par bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- la désignation et l'adresse des sites des services bénéficiaires ,
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture
- le numéro de l'accord-cadre,
- la durée du marché subséquent,
- la désignation du ou des lots concernés par le marché subséquent,
- les lieux d'exécution des prestations.

D'autres documents peuvent être joints selon les cas.

Les marchés subséquents sont notifiés par tout moyen de communication permettant d'en accuser date certaine. Ils doivent être signés par une personne habilitée à engager le titulaire et retournés au service bénéficiaire dans un délai de 48h00 à compter de la transmission dudit marché subséquent.

3.2.4 Contenu et émission des bons de commande

Le bon de commande est émis par le service bénéficiaire à la survenance du besoin. Il s'agit d'un document écrit adressé au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre qui précise les prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en détermine les quantités.

Les bons de commande sont signés par la personne habilitée à passer la commande, datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire sous forme papier ou par voie dématérialisée ; le titulaire renvoie immédiatement à la personne publique, sous forme papier ou par voie dématérialisée, une copie après l'avoir signé, et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro d'engagement juridique du marché subséquent,
- la désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant en charge du traitement de la facture,
- le numéro de l'accord-cadre,
- la désignation et la quantité des prestations commandées (contenu détaillé et typologie de prestation à effectuer),
- le délai d'exécution de la prestation,
- la date de début d'exécution du bon de commande,
- la date de fin d'exécution du bon de commande,
- la référence au devis, le cas échéant,
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le montant total du bon de commande,
- les délais de livraison le cas échéant,
- les lieux d'exécution des prestations.

Le devis est annexé au bon de commande, d'autres documents peuvent être joints selon le cas. Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser une date certaine de réception.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de la commande pour formuler des observations par écrit au service bénéficiaire.

3.3 Modalités de passation des marchés subséquents

Le service bénéficiaire adresse (par voie électronique) simultanément à l'ensemble des titulaires (maximum 3) du lot concerné une lettre d'invitation à remettre une offre.

3.3.1 Modalités de mise en concurrence

La remise en concurrence se fera dans les conditions précisées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent. Le marché sera attribué au titulaire de l'accord-cadre candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution pondérés par les fourchettes définies au 3.3.3.

Cette lettre constitue le règlement particulier de la consultation.

Elle précise notamment :

- Le contenu du ou des besoins, via un cahier des charges particulier (CCP) adapté à l'opération;
- La durée souhaitée, le cas échéant, pour des prestations de maintenance préventive (et corrective à la survenance du besoin) et de supervision.
- Les coordonnées du contact en charge de la procédure ;
- Le rappel des critères de choix qui seront utilisés pour noter et, in fine, procéder à l'attribution du marché subséquent ;

Pour les marchés comprenant des prestations de maintenance préventive, l'entreprise retenue lors de la remise en concurrence bénéficiera également pour la même durée d'une exclusivité pour la réalisation des prestations de maintenance corrective.

En complément des stipulations contenues dans le CCAP et le CCTP de l'accord-cadre, les conditions particulières d'exécution des marchés subséquents seront précisées dans le CCP.

Les offres des titulaires et toutes demandes de renseignement sont transmises aux services bénéficiaires par voie électronique.

Les titulaires disposent d'un délai de 6 jours à compter de la réception de la lettre d'invitation pour formuler par écrit ses observations éventuelles au maître de l'ouvrage.

Les titulaires remettent une offre conforme aux éléments de l'accord cadre.

Le service bénéficiaire se réserve la possibilité de négocier dans le cadre de la remise en concurrence. Dans ce cas, les modalités de la négociation sont fixées dans la lettre d'invitation à remettre une offre.

3.3.2 Délai de remise des offres

La délai de remise des offres est laissée à l'appréciation du service bénéficiaire. Il ne pourra pas être inférieur à 10 jours à compter de la demande formalisée (lettre d'invitation à remettre une offre) par le service bénéficiaire par tout moyen permettant d'en accuser une date certaine de réception.

Afin de prendre connaissance des contraintes relatives à l'exécution des prestations, les candidats sont susceptibles de visiter le site selon les modalités fixées dans la lettre d'invitation. Dans ce cas, ils reçoivent à l'issue de cette visite, une attestation de visite. Les candidats joignent cette attestation dans leur réponse à la consultation. Le délai de remise des offres comprend, le cas échéant, la ou les visites nécessaires à l'établissement de l'offre subséquente.

3.3.3 Critères de choix pour l'attribution des marchés subséquents

La remise en concurrence se fera dans les conditions précisées dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent. Après classement des offres recevables, le marché sera attribué au titulaire de l'accord-cadre présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères d'attribution pondérés par les fourchettes suivantes :

- La **valeur prix** comprise entre 60 et 40 %
- La **valeur technique** comprise entre 40 et 60 %

La note finale de l'offre (sur 20) sera obtenue par addition de la note sur 20 de la valeur technique, obtenue après application de la pondération comprise entre 40 et 60 %, et de la note sur 20 de la valeur prix, obtenue après application de la pondération comprise en 60 et 40 %.

Les offres seront ainsi classées de la meilleure (note la plus proche de 20) à la moins bonne (note la plus proche de 0). En cas d'égalité entre deux candidats, celui qui aura la meilleure note sur le critère de la valeur prix sera classé en meilleure position.

Dans le cas où des erreurs d'arithmétique ou de report sont constatées dans l'offre, il n'en est pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois, si l'offre du candidat est sur le point d'être retenue, il est invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix forfaitaire correspondant. En cas de refus, son offre est considérée comme incohérente et éliminée.

Les prix indiqués au BPU sont des prix plafonds. En cas de non-respect des prix plafonds, l'offre sera écartée de la consultation subséquente.

3.3.4 Obligation de réponse du titulaire

Les titulaires ont l'obligation de répondre à chaque consultation subséquente. Les titulaires ne souhaitant pas soumettre d'offre peuvent notifier leur refus par une décision motivée au service bénéficiaire, dans un délai minimum de 48h avant l'échéance de la remise des offres fixée par le service bénéficiaire.

L'absence de réponse à plusieurs consultations peut être un motif de résiliation conformément à l'article 15.4.2 du présent du CCAP.

Article 4 - MODALITES D'EXECUTION FINANCIERE

4.1 Forme des prix

L'accord-cadre est à prix unitaires, sans minimum et avec un maximum de 5 350 000€ HT, en application des prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement – bordereaux des prix unitaires. Les prix unitaires comprennent notamment les frais d'établissement de devis, de déplacement et de facturation.

Les prestations de diagnostic, de maintenance préventive et de supervision sont conclus à prix unitaires. Les prix proposés doivent être inférieurs ou égaux aux prix plafonds figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement – bordereau des prix unitaires.

Les prestations de travaux d'installation, les prix des pièces et de la main d'oeuvre sont définis à l'annexe à l'acte d'engagement – bordereau des prix unitaires. Pour les prix ne figurant pas au BPU, il est fait application des prix figurant dans un devis établi par le titulaire.

Ce devis doit comporter le nombre d'heures de main d'oeuvre nécessaire à l'exécution de la prestation. Le prix de la main d'oeuvre est celui qui figure à l'annexe à l'acte d'engagement – bordereau des prix unitaires. Ce prix comprend les frais de déplacement.

Le devis proposé mentionne également le prix d'achat net fournisseur de la pièce et le coefficient pour pièces appliqué à ce prix d'achat net fournisseur. Les services ont la possibilité de demander au titulaire la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs. Les prix figurant au devis (taux horaire et fournitures) sont facturés aux conditions économiques applicables à la date des prestations.

En cas d'incohérence manifeste avec les prix du marché ou de dépassement du coefficient pour pièce arrêté au contrat ou de refus de transmission de la copie des devis ou facture du ou des fournisseurs, le service bénéficiaire est délié de l'exclusivité contractuelle.

Les prestations de maintenance corrective (hors période de garantie) sont exécutées sous formes de commandes supplémentaires, pour lesquelles le titulaire propose un devis au service bénéficiaire. Pour les prix ne figurant pas au BPU, ces prestations sont conclues à prix unitaire conformément aux prix figurant dans un devis établi par le titulaire.

Ce devis doit comporter le nombre d'heures de main d'oeuvre nécessaire à l'exécution de la prestation. Le prix de la main d'oeuvre est celui qui figure à l'annexe à l'acte d'engagement – bordereau des prix unitaires. Ce prix comprend les frais de déplacement.

Le devis proposé mentionne également le prix net fournisseur de la pièce. Un coefficient pour pièces est appliqué au prix d'achat net fournisseur. Les services ont la possibilité de demander au titulaire la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs. Les prix nets de ces prestations (taux horaire et fournitures) sont facturés aux conditions économiques applicables à la date des prestations.

En cas d'incohérence manifeste avec les prix du marché ou de dépassement du coefficient pour pièce arrêté au contrat ou de refus de transmission de la copie des devis ou facture du ou des fournisseurs, le service bénéficiaire est délié de l'exclusivité contractuelle.

Les prix figurant à l'accord-cadre constituent des prix plafonds.

4.2 Contenu des prix

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des études et de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures et élimination des déchets), incluant tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Les prix sont révisables dans les conditions du paragraphe suivant.

Ils sont établis en tenant compte :

- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner les mouvements du personnel et du matériel de l'établissement à travers les installations du chantier ;
- des consignes propres aux sites d'intervention et en particulier des horaires de travail imposés aux titulaires dans la plage 8H00-18H00 du lundi au vendredi sauf indication contraire dans le marché subséquent ;
- des contraintes inhérentes au fonctionnement des bâtiments ;
- des dépenses communes de chantier,
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification de l'accord-cadre à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement qui impose au titulaire de réparer tous les désordres (vices cachés et défaut de conformité) signalés au cours de l'année qui suit la réception des prestations, quelles que soient leur importance et leur nature;
- des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations objet du présent accord-cadre et les activités de sites ou de zones sensibles;
- de l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le responsable de site, relatifs à l'administration pénitentiaire, à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble ou du site dans lequel les prestations sont exécutées annexés au présent document

Sont également réputées incluses dans les prix du présent accord-cadre, les éléments suivants :

- la réception des supports ;
- la reconnaissance des lieux et notamment des conditions de réalisation (accès, stationnements, réseaux existants,...) dans le cadre le cas échéant de la mise en place du plan de prévention ;
- la fourniture des différents documents relatifs à l'exécution en sécurité de la prestation (PPSPS, participation au plan de prévention, mode opératoire...) ;
- la participation aux réunions organisées le cas échéant par le CSPS ou dans le cadre du plan de prévention ;
- la préparation des supports ;
- les travaux de dépose de l'existant ;
- les travaux de démolition de l'existant ;
- la fourniture des matériaux et produits propres à l'exécution des travaux et conformes aux exigences du CCTP (sauf indication contraire) ;
- l'implantation et le traçage des ouvrages ;
- l'exécution des percements, des saignées, encastrement et leur calfeutrement nécessaires à l'exécution des travaux (sauf indication contraire) ;
- la protection des ouvrages existants ;
- la protection des personnes notamment en cas de site occupé ;
- les signalisations provisoires, balisages des zones de travaux et accord d'occupation du domaine public ;
- l'aménagement des zones de stockage des matériels de chantier ;
- la collecte, le traitement et l'évacuation des déchets, déblais et gravats au fur et à mesure de l'exécution, le nettoyage de fin de chantier ;
- la remise en état des ouvrages adjacents détériorés accidentellement ;
- la fourniture et la mise en place des équipements de protection pour l'exécution en sécurité de la prestation, en prenant en compte le cas échéant la mutualisation de certains équipements décidée par le coordonnateur SPS ou dans le cadre du plan de prévention ;
- Les mesurages d'air éventuellement imposés par la réglementation (amiante notamment)

- Les dispositions relatives à la protection des travailleurs.

Il n'est pas prévu de compte des dépenses dans la mesure où le maître d'ouvrage prend à sa charge les consommations et besoins courants de l'entreprise intervenante sur le site (eau et électricité).

En revanche, tous les nettoyages pendant le déroulement des travaux et pour la réception définitive des ouvrages sont à la charge exclusive de l'entreprise titulaire.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 10 du CCAG-Travaux.

4.3 Révision des prix

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'applique à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre et des marchés subséquents qui en découlent, à l'exception des coefficients (coefficients pour pièce, ...).

Les prix sont révisés selon les modalités suivantes :

Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1er janvier de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er janvier en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de décembre.

Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1er juillet et le 31 décembre de l'année N : alors la première révision des prix interviendra au 1er juillet de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1er juillet en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de juin.

Les prix plafonds ainsi déterminés restent fixes pour une durée de 1 an entre chaque révision.

La PFRA est à l'initiative de cette révision.

Le mois d'établissement des prix définis dans l'annexe financière est le mois correspondant au mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ».

L'année du mois « zéro » est variable selon la période contractuelle concernée par la révision.

Pour la première révision des prix, l'année du mois « zéro » est l'année de remise des offres à l'accord-cadre.

Pour les révisions suivantes, l'année du mois « zéro » est l'année directement consécutive à l'année du mois « zéro » utilisée lors de la précédente révision.

4.3.1 Pour les prix relatifs aux prestations de diagnostic et la ligne C2 relative au taux horaire.

La révision se fait par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} \times (ING_n / ING_{n-1})$$

où :

P_n : prix révisé, à appliquer pour la période annuelle n.

I - Pour la première révision de prix :

P_{n-1} = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "zéro".

II - Pour les révisions suivantes :

P_{n-1} = Prix révisé pour la période annuelle n-1

ING_{n-1} = valeur de l'index national Ingénierie (Source INSEE, Identifiant 001711010 Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010) publié et définitif au « mois zéro »

ING_n = valeur de l'index national Ingénierie (Source INSEE, Identifiant 001711010 Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010) publié et définitif au mois de révision.

4.3.2 Pour les prix relatifs aux prestations de travaux d'installation, et la ligne C4 relative au taux horaire

La révision se fait par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} (0,08 + 0,92 (BT47_n/BT47_{n-1}))$$

où

P_n = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle n

I - Pour la première révision de prix :

P_{n-1} = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "zéro".

II - Pour les révisions suivantes :

P_{n-1} = Prix révisé pour la période annuelle $n-1$

$BT47_{n-1}$ = valeur de l'index du bâtiment – BT 47 – Electricité – Base 2010 Identifiant 001710979 - <http://www.insee.fr> publié et définitif au « mois zéro »

$BT47_n$ = valeur de l'index du bâtiment – BT 47 – Electricité – Base 2010 Identifiant 001710979 - <http://www.insee.fr> publié et définitif au mois de révision.

4.3.3 Pour les prix relatifs aux prestations de maintenance et de supervision (hors lignes 12.6, 12.7 et 12.8) et la ligne C3 relative au taux horaire

La révision se fait par application de la formule suivante :

$$P_n = P_{n-1} (0,15 + 0,80 (ICTrevTS_n/ICTrevTS_{n-1}) + 0,05 (FSD1_n/FSD1_{n-1}))$$

où

P_n = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

I - Pour la première révision de prix :

P_{n-1} = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des conditions économiques du mois "zéro".

II - Pour les révisions suivantes :

P_{n-1} = Prix révisé pour la période annuelle $N-1$

ICTrevTS_n = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif au mois de révision (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> : « 001565183 » - CICE intégré).

ICTrevTS_{n-1} = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique (naf rev. 2 postes 25-30 32-33) - (base 100 en dec. 2008) publié et définitif au mois "zéro", (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré).

FSD1_n = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004), publié et définitif au mois de révision, composé comme suit :

- 79 % de l'indice EBI – Energie et biens intermédiaires – (correspondant à l'indice de prix à la production dans l'industrie « Ensemble énergie, biens intermédiaires » de l'Insee) Base 100 en juillet 2004 publié et définitif au de révision, code : 00-04-00 <http://www.lemoniteur.fr/>

- 21 % de l'indice TCH (correspondant à l'indice de prix à la consommation « Transport, communications et

hôtellerie » de l'Insee); regroupements publié et définitif au mois de révision code : 4566E
<http://www.lemoniteur.fr/>

FSD1n-1 = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur (communiqué paru au BOCCRF du 30 septembre 2004), publié et définitif au mois "zéro", décomposé comme suit :

- 79 % de l'indice EBI – Energie et bien intermédiaires – (correspondant à l'indice de prix à la production dans l'industrie « Ensemble énergie, biens intermédiaires » de l'Insee) Base 100 en juillet 2004 publié et définitif au « mois zéro », code : 00-04-00 <http://www.lemoniteur.fr/>

- 21 % de l'indice TCH (correspondant à l'indice de prix à la consommation « Transport, communications et hôtellerie » de l'Insee); regroupements publié et définitif au « mois zéro » code : 4566E
<http://www.lemoniteur.fr/>

4.3.4 Arrondis :

Par dérogation à l'article 11-4 du CCAG-Travaux, le coefficient de révision et les calculs intermédiaires sont arrondis à la quatrième décimale comme suit :

- si la cinquième décimale est inférieure à 5, la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est supérieure ou égale à 5, la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

4.4 Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3% sur une année, l'accord-cadre pourra être résilié, par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

4.5 Avances

Le taux de l'avance est de 20%.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du marché subséquent.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.

4.6 Periodicites des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R 2191-22 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

4.7 Intérêts moratoires

La fixation du délai de paiement relève des articles R2192-10 et R2192-11 du Code de la commande publique.

Le déclenchement des délais de paiement relève des article R2192-12 à R2192-30 du Code de la commande publique.

Les intérêts moratoires sont régis par les articles R2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

4.8 Etablissement des factures

Les paiements des prestations afférentes à chaque marché subséquent sont à la charge de chaque service bénéficiaire en charge d'en assurer son exécution.

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Pour toutes les prestations concernées par le paiement direct des sous-traitants par l'administration, le titulaire joint à la facture une attestation indiquant la somme à régler à chaque sous-traitant. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévus dans le contrat de sous-traitance.

En raison de la dématérialisation des factures, le titulaire intègre au niveau de ses factures, en les faisant clairement apparaître, les éventuelles réfections et pénalités adressées par le service bénéficiaire. Ces dernières venant en substitution du montant mensuel dû, les responsables de site ne pouvant pas encaisser de remboursement.

4.8.1 Facturation des prestations de diagnostic

Les prestations de diagnostic font l'objet d'une facturation séparée et d'un paiement unique et spécifique à chaque marché subséquent ou bon de commande. Les factures sont adressées à l'aide des informations précisées dans le marché subséquent ou sur le bon de commande auquel il se réfère.

4.8.2 Facturation des prestations de travaux d'installation

Les prestations relevant des travaux en application du BPU ou hors BPU font l'objet d'un décompte final transmis dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des travaux. Les factures sont adressées à l'aide des informations précisées dans le marché subséquent ou le bon de commande auquel il se réfère.

4.8.3 Facturation des prestations de maintenance préventive et de supervision

Les prestations de maintenance font l'objet d'une facturation annuelle.

4.8.4 Facturation des prestations de maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective font l'objet d'une facturation séparée et d'un paiement unique et spécifique à chaque marché subséquent ou bon de commande. Les factures sont adressées à l'aide des informations précisées dans le marché subséquent ou sur le bon de commande auquel il se réfère.

4.9 Contenu des factures

Les factures comportent les mentions obligatoires conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du Code Général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- la référence de l'accord-cadre,
- la référence du marché subséquent ou du bon de commande ,
- le code du service exécutant indiqué dans le marché subséquent ou le bon de commande,
- le numéro d'engagement juridique du marché,
- la désignation explicite des prestations facturées (poste concerné, devis signé par un représentant du titulaire et le représentant du site),
- la période d'exécution des prestations, la date de livraison,
- les coordonnées bancaires,
- les prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

4.10 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des textes suivants :

- loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises ;

- décret n°2016-1478 du 02/11/2016 relatif au développement de la facturation électronique

-arrêté du 9/12/2016 relatif au développement de la facturation électronique

La dématérialisation des factures avec Chorus pro peut être opérée selon plusieurs modalités parmi lesquelles la saisie en ligne de la facture et le dépôt en ligne de la facture. Le point de départ du délai de paiement est le dépôt de la facture sur Chorus Pro.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

4.11 Décompte général

Pour les prestations relevant de travaux, conformément aux dispositions de l'article 13 du CCAG-T, l'entreprise titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires suivant la date de réception des travaux, pour remettre son décompte en double exemplaire au maître d'ouvrage.

Les différends et litiges sont réglés dans les conditions prévues aux articles 13 et 50 du CCAG-T.

4.12 Paiements directs des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du service bénéficiaire au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au service bénéficiaire.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au service bénéficiaire, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le service bénéficiaire adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le service bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 4.7 du présent RC, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le service bénéficiaire informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne peut pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord-cadre, empiète sur le montant sous-traité.

4.13 Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître concernant les marchés subséquents peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8 et suivants du Code de la commande publique.

4.14 Taux de tva et monnaie

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du

code général des impôts.
L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

4.15 Retenue de garantie et cautionnement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un marché subséquent peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 et R2191-63 du Code de la commande publique.

La liste des comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux services de l'Etat pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
 - arrêté du 28 janvier 2019 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
 - arrêté du 20 février 2020 modifiant l'arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat.

4.16 Changement affectant l'opérateur économique

Durant la période de validité de l'accord-cadre et des marchés subséquents, le prestataire est tenu de communiquer au RPA et aux services bénéficiaires tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs de l'accord-cadre et des marchés subséquents, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas été informé.

4.17 travaux non prévus

4.17.1 Travaux modificatifs

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 14 du CCAG-Travaux.

4.17.2 Dépassement du montant initial des travaux

En complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Article 5 - MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent accord-cadre vise à établir les termes régissant les marchés subséquents et les bons de commande à passer au cours d'une période donnée en ce qui concerne les prix et les quantités envisagées. Le marché subséquent et les bons de commandes sont signés par le service bénéficiaire.

En vertu de l'article R2162-7 du Code de la commande publique, les marchés subséquents précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées pour la réalisation de diagnostic, l'installation, la maintenance et la supervision des bornes de recharge des véhicules qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le service bénéficiaire lors de la notification du marché subséquent afin de pouvoir le contacter à tout moment.

Le personnel intervenant sur le chantier sera obligatoirement l'entreprise titulaire ou de l'un des sous-traitants dûment validés par le Maître d'Ouvrage.

Une liste nominative des intervenants du titulaire et de ses éventuels sous-traitants sera préalablement fournie au Maître d'Ouvrage pour le contrôle des accès.

Le service bénéficiaire notifie toute modification au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter et à l'engager auprès du service bénéficiaire, pour les besoins de l'exécution du marché subséquent.

En outre, le titulaire désigne l'interlocuteur de la PFRA dans son offre technique. Le titulaire s'engage à informer sans délai la PFRA de toute modification d'interlocuteur.

Article 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE DIAGNOSTIC PREALABLE

Durant la période de réalisation de la mission de diagnostic, et après accord entre les parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et le service bénéficiaire. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les livrables seront systématiquement transmis par courriel en format pdf. Le service bénéficiaire pourra néanmoins déterminer des modalités de transmission et des formats spécifiques des livrables dans chaque marché subséquent ou bon de commande.

Article 7 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX D'INSTALLATION

7.1 Habilitation du personnel

Le personnel intervenant, dans le cadre de prestations de travaux devra impérativement présenter les habilitations suivantes :

Pour le personnel exécutant : IRVE délivrée par Qualifelec ou Afnor, conformément au décret n°2017-26, paru au Journal Officiel du 13 janvier 2017.

Pour le personnel encadrant en particulier le conducteur des travaux (contremaitre) : Habilitation Electrique.

Le personnel du titulaire doit obligatoirement être muni d'une carte d'identité de son Entreprise.

Les copies conformes des attestations et habilitations devront être présentées avant remise de l'ordre de service auprès du maître d'ouvrage et de son représentant.

En cas de non présentation de ces documents, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'annuler la prestation sans préavis ni dédommagement.

7.2 Délai maximum d'établissement d'un devis de travaux

Ce délai s'entend comme un délai maximum autorisé pour que le titulaire produise un devis dans le cadre d'opérations de travaux d'installations de bornes de recharge diligentées par le service bénéficiaire. Le délai court à réception de la demande par le titulaire par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine.

Ce délai est fixé à 7 jours calendaires maximum à réception de la demande. Ce délai s'applique également aux devis rectificatifs, le cas échéant.

7.3 Délai d'exécution des travaux d'installation

Le commencement des travaux et le délai d'exécution de la prestation commandée sont indiqués dans le marché subséquent ou le bon de commande. Le délai d'exécution reprend la durée indiquée dans le devis présenté par le titulaire, le cas échéant, et court à compter de la date de commencement des prestations mentionnée dans le marché subséquent ou sur le bon de commande. Il s'applique à l'achèvement de tous les travaux prévus incombant au titulaire y compris le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des lieux.

En aucun cas le début d'exécution des prestations ne peut être supérieur à deux mois à compter de la transmission du bon de commande.

Par dérogation à l'article 2.52 du CCAG-Travaux, le titulaire doit notifier ses observations dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du marché subséquent ou du bon de commande.

7.4 Prolongation du délai d'exécution des travaux d'installation

Le délai d'exécution des travaux peut être prolongé sans recourir à un avenant.

1°) dans les conditions de l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux en cas de :

- changement de la masse des travaux ou modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;
- substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents ;
- difficultés imprévues au cours du chantier ;
- ajournement des travaux décidés par le maître d'ouvrage ou retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître d'ouvrage ou de travaux préalables faisant l'objet d'un autre marché.

2°) et en cas d'intempéries conformément aux dispositions de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

En dehors de ces cas et par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il peut être procédé à la prolongation du délai d'exécution par courrier recommandé avec accusé réception ou par tout moyen permettant d'assurer le suivi de l'acheminement du courrier.

7.5 Période de préparation

La période de préparation a pour objet d'identifier, d'organiser et de caractériser la méthodologie indispensable au bon déroulement des travaux dans les délais impartis, validés par le Maître d'Ouvrage et le titulaire du marché.

Le titulaire fournira donc, dans le mois suivant la notification du marché ou du bon de commande, tous les documents inhérents aux travaux comme les plans, notes de calcul, échantillons, déclaration de sous-traitance, etc..., permettant une parfaite organisation de l'opération.

Ces documents seront régulièrement mis à jour par le titulaire avant chaque réunion de chantier et remis au Maître d'Œuvre au cours des réunions de chantier.

Tous les plans et documents non validés par le Maître d'œuvre, ou le bureau de contrôle si existant sur l'opération, seront considérés comme non recevables. Le Maître de l'Ouvrage pourra refuser les travaux.

7.6 Travaux supplémentaires

En cas de travaux supplémentaires nécessaires au bon achèvement des travaux, il est fait application des dispositions des articles 14 et 19.2.2 du CCAG-Travaux. Les travaux et les nouveaux délais d'exécution sont notifiés par courrier recommandé avec accusé réception ou par tout moyen permettant d'en donner la date exacte au titulaire chargé de la réalisation des travaux.

En cas d'intervention de plusieurs entreprises (travaux impliquant plusieurs lots techniques), le maître d'ouvrage notifie le nouveau délai global d'exécution aux titulaires concernés.

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux la plus grande diligence et suivre, pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit, la marche indiquée par l'assistant au Maître d'Ouvrage.

Il est tenu de maintenir en tout temps un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.

Il est également tenu d'avoir toujours tous matériels, approvisionnements et outillages divers de manière à assurer la bonne marche des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Dans le cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage pourrait mettre en demeure l'entreprise.

Le soumissionnaire devra assurer lui-même les démarches avec l'EDF et l'organisme de contrôle si nécessaire.

7.7 Horaires, nuisances sécurité incendie

Les travaux bruyants seront planifiés avec le responsable technique. Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre pourront faire cesser des actions bruyantes ou dérangeantes chaque fois qu'ils le jugeront nécessaire.

Les travaux impliquant des coupures électriques devront être programmés en accord avec le maître d'ouvrage pour tenir compte des impératifs de fonctionnement du site tels que précisés dans le marché subséquent ou le bon de commande. Il convient de limiter au maximum le temps de ces interruptions.

En cas de retard par rapport au planning et avec l'accord du maître d'ouvrage, l'entreprise pourra intervenir sur site le samedi de 8h00 à 18h00.

Toute opération pouvant entraîner des risques d'incendie ne peut être entreprise qu'après délivrance par les services compétents d'un permis de feu.

7.8 Contrôle de l'exécution des travaux d'installation

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique des services déconcentrés de l'État, soit par un prestataire externe d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire est tenu de mettre à disposition tous les documents nécessaires pour effectuer les contrôles et leur exécution dans les délais réglementaires.

7.9 Admission des travaux

La personne chargée du suivi des prestations pour le compte du service bénéficiaire du marché subséquent ou du bon de commande, procède, en présence du titulaire ou de son représentant, aux opérations préalables d'admission des prestations.

Ces opérations comportent :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation du repliement des installations du lieu d'exécution des prestations et de la remise en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Lorsque les prestations sont conformes aux données figurant dans le devis (prestations achevées, absence d'imperfection ou de malfaçon...), leur admission est prononcée.

Le procès-verbal d'admission des prestations fixe la date d'achèvement de celles-ci. Il est signé par le représentant du service bénéficiaire.

Lorsque les prestations ne sont pas conformes, un procès-verbal est dressé sur-le-champ et mentionne les imperfections ou malfaçons ou les prestations inexécutés.

Ce procès-verbal est signé par les deux parties; si le titulaire refuse de le signer, mention en est faite.

Lorsque l'admission est faite avec des réserves ou réfaction :

- soit l'admission des prestations est assortie de réserves à charge pour le titulaire d'exécuter les prestations non réalisées ou de remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai qui lui est imparti ;
- soit, eu égard à la faible importance des imperfections et aux difficultés que présenterait la mise en conformité, le service bénéficiaire renonce à ordonner la réfection des ouvrages et propose au titulaire une réfaction sur le prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, la réception est prononcée sans réserve; dans le cas contraire, le titulaire est tenu de réparer les imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

8.1 Etat des lieux des installations

Après notification d'un marché subséquent, pour un site ou un ensemble de sites considérés, le titulaire de l'accord-cadre se rend sur place afin de valider les données produites par l'administration dans le délai de 8 (huit) semaines à compter de la notification du marché subséquent.

Le titulaire met à jour de manière précise et exhaustive l'inventaire des infrastructures de recharge présentes sur le site à savoir: localisation, fonction, date, marques, état d'obsolescence, observations éventuelles, complément des données techniques manquantes.

Le responsable de site est présenté au titulaire. Les horaires d'interventions sont fixés en accord avec le responsable de site et toutes les informations nécessaires à l'établissement d'un plan de prévention sont fournies.

Un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des matériels et équipements est établi pour chacun des sites. Ce procès-verbal est dressé de façon contradictoire, en présence du responsable de site. Ce procès-verbal indique la date, les noms et qualités des participants aux visites de prise en charge et est intégré au classeur de maintenance.

Il comprend *a minima* :

- la liste exhaustive des équipements de l'installation du site ;
- l'état de chacun des composants,
- l'urgence du remplacement des équipements le cas échéant et l'estimation du coût de remplacement ;
- les propositions d'améliorations ;
- la liste des pièces de rechange et produits consommables déjà à disposition sur site ;
- la liste des pièces de rechange qu'il serait utile à avoir en stock pour le bon fonctionnement des installations.

Lors de cet état des lieux, il appartient au titulaire d'identifier l'obsolescence des infrastructures de recharge et de proposer un devis pour une solution technique qui n'exonère pas le titulaire de ses obligations de maintenance sur l'équipement. Cette mission fait partie intégrante de son devoir de conseil auprès du service bénéficiaire. Le titulaire doit ainsi identifier les infrastructures de recharge pour lesquelles il existe des risques importants de panne. Lorsque l'usure est trop grande, le titulaire en informe le service bénéficiaire afin que ce dernier puisse anticiper le changement de la pièce en question.

De ce fait, le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance préventive. Il est présumé avoir une parfaite connaissance des installations et ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions, ni de l'état des infrastructures pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent document.

8.2 Modalités d'exécution de la maintenance préventive

Sur la base du marché subséquent mis en place, les prestations de maintenance préventive sont exécutées dès réception du marché subséquent direct ou du bon de commande émis par chaque service utilisateur.

Par dérogation à l'article 2.51 du CCAG Travaux, la notification du marché subséquent direct, la date indiquée dans ce même marché si elle est ultérieure ou les bons de commande, vaut lancement des prestations à exécuter dans le cadre de la prestation de maintenance préventive.

Les marchés subséquents et les bons de commandes font clairement apparaître les sites, bâtiments ou équipements bénéficiant de la prestation de maintenance préventive.

Si le service commande la prestation de maintenance préventive pour une période supérieure à un an, le titulaire transmet chaque année en début de période un planning prévisionnel de la maintenance préventive.

8.3 Modalités d'exécution de la maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective (hors période de garantie) sont exécutées par marché subséquent ou bons de commande, émis par chaque pouvoir adjudicateur de marché subséquent sur la base du devis établi par le titulaire.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, c'est à dire la remise en fonctionnement des installations en cas de panne. Les actions de recherche de panne ou de diagnostic de la cause de la panne ne sont pas considérées comme un résultat attendu dans cet accord-cadre et ne peuvent l'exonérer de son obligation de résultat. Le devis nécessaire à l'exécution des prestations est adressé de préférence par messagerie électronique ou à défaut par télécopie. L'acceptation du devis se fera par l'émission d'un bon de commande conforme aux prescriptions du marché subséquent ou d'un marché subséquent exécuté directement.

8.3.1 Délai maximum d'établissement d'un devis de maintenance corrective

Ce délai s'entend dans un délai maximum autorisé pour que le titulaire produise un devis dans le cadre d'opérations correctives diligentées par le service bénéficiaire. Le devis doit détailler à la fois les actions de maintenance proposées mais aussi l'intégralité des pièces nécessaires à leur réalisation. Le délai court à réception de la demande par le titulaire par tout moyen permettant d'en assurer une date certaine.

Ce délai est fixé à 24 heures ouvrables maximum à réception de la demande pour les prestations de maintenance corrective.

Ce délai s'applique également aux devis rectificatifs, le cas échéant.

8.3.2 Délai d'exécution de la maintenance corrective

Les délais maximum d'exécution des prestations de maintenance corrective, sur simple appel, fixés au présent accord-cadre sont les suivants :

Plage horaire des interventions	Intervention en jours ouvrés de 8h à 18h
Délais d'intervention	48 heures à compter de l'heure de réception de la demande d'intervention si la panne porte sur la borne ou sur le système de supervision
Délais de dépannage	72 heures à compter de l'heure de réception de la demande d'intervention
Délai d'urgence	4 heures à compter du signalement du défaut
La première heure d'intervention débute à compter de l'arrivée sur place nécessaire à la prise de mesures palliatives et à l'information du responsable de site.	

Peut-être considérée comme une urgence avérée, toute situation qui porte atteinte à la sécurité des personnes ou qui nécessite une mise en sécurité immédiate de l'installation.

Les bons de commande relatifs aux seules prestations de mise en sécurité d'urgence peuvent faire l'objet d'une régularisation a posteriori. Pour cela, le titulaire produit un devis dans un délai de 24 heures suite à la mise en sécurité relatif aux prestations de mise en sécurité.

8.4 Adjonction/remplacement/retrait d'équipements, de bâtiments, de sites

Chaque adjonction, remplacement et/ou retrait d'équipement, de bâtiments, de sites fait l'objet d'une décision modificative du marché subséquent concerné. Chaque service bénéficiaire signale par écrit au titulaire de l'accord-cadre, toute adjonction et/ou retrait d'équipements, de bâtiments, de sites par rapport à l'inventaire de départ.

Le titulaire de l'accord-cadre prend en charge les nouvelles installations dès leur réception, à laquelle il doit participer dès lors qu'il y aura été convié. Les conditions de prise en charge des nouvelles installations seront réglées par décision modificative au marché subséquent.

Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par décision modificative au marché subséquent. Les prestations de maintenance préventive, relatives aux équipements supprimés, seront facturées au prorata du nombre de mois d'appartenance desdits équipements à l'inventaire contractuel. Tout mois commencé est entièrement dû au titulaire. La première année, les prestations de maintenance préventive

relatives aux nouvelles installations seront facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge de la maintenance des dits équipements.

Le titulaire doit mettre à jour l'état des lieux en conséquence des adjonctions et/ou retraits. Le titulaire ne peut procéder à aucune modification de son fait de l'état des lieux sans l'accord écrit du pouvoir adjudicateur du marché subséquent.

Dans le cas exceptionnel de fermeture ou de déménagement, le titulaire est dégagé de ses obligations vis-à-vis de ce site à compter de la date indiquée dans le courrier. Les conditions de retrait de ces sites sont fixées par décision modificative. La facturation des prestations de maintenance préventive est modifiée en conséquence au prorata temporis du nombre de jours à soustraire pour la période considérée. La facturation de la maintenance préventive est modifiée en conséquence au prorata du nombre de mois restants pour la période considérée. Tout mois commencé est entièrement dû au titulaire.

Toutes les modifications qui pourraient être apportées, par décision modificative, aux clauses du présent document s'appliquent aux marchés subséquents en cours d'exécution.

8.5 Remise des équipements en fin d'accord-cadre / démobilisation / plan de réversibilité

En fin d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit laisser les équipements en état normal et opérationnel de bon fonctionnement et dans un état identifié lors de l'état des lieux contradictoire ou dans un état d'usure naturelle.

Un procès-verbal contradictoire d'état des lieux des équipements est établi 6 mois avant la date de fin de la période contractuelle du marché subséquent. Tout défaut de communication des documents correspondants dans les délais entraîne l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

Le titulaire doit assurer la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent accord-cadre, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

A l'échéance de l'accord-cadre ou sur décision du pouvoir adjudicateur du marché subséquent, le titulaire met fin aux prestations de service prévues. A cet effet, il établit un plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité et de transmissibilité, dans le mois qui précède la fin du présent accord-cadre, qui décrit notamment les modalités suivantes :

- le périmètre d'application ;
- les conditions générales d'exécution des opérations de démobilisation, dont :
- l'organisation à mettre en place ;
- les responsabilités ;
- les phases de mise en œuvre ;
- les contraintes de planning et les dates clés ;
- les engagements en matière d'assistance technique ;
- les différentes prestations supplémentaires éventuelles appliquées sur le ou les équipement(s), le ou les sites considéré(s) ;
- le contrôle de la mise en œuvre ;
- les informations, documents et données à transmettre et à transférer garantissant la continuité des prestations ;
- les modalités de calcul des valeurs nettes comptables des moyens matériels éventuels à transférer et qui seraient propriété du titulaire.

8.6 Horaires de maintenance

8.6.1 Maintenance préventive

Dans le cadre du planning d'intervention réalisé par le titulaire, notamment pour couvrir les opérations programmées telles que définies dans la gamme de maintenance, celui-ci doit tenir compte des impératifs de fonctionnement du bâtiment en termes d'horaire.

Dans la mesure où les interventions de maintenance n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles pourront être effectuées durant les heures d'occupation.

La notion de « gêne notable » est appréciée par le responsable de site autant que de besoin.

Dans le cas contraire, et sauf stipulation contraire du responsable de site, elles doivent être effectuées en dehors de ces heures.

Le titulaire doit obtenir l'autorisation préalable de la part du responsable de site avant toute intervention.

8.6.2 Maintenance corrective (hors garantie)

Les prestations de maintenance corrective doivent être exécutées indépendamment de la programmation des interventions de maintenance préventive.

La réparation définitive doit être organisée de manière à occasionner le moins de gêne possible pour les utilisateurs. Le titulaire recevra du responsable de site toutes instructions quant aux périodes durant lesquelles ces réparations pourront être exécutées.

Les horaires d'interventions correctives doivent être compatibles avec la criticité de la panne et les contraintes du site. En fonction de ces éléments, le devis précise les jours et horaires d'interventions prévus.

8.7 Contrôle de l'exécution des prestations de maintenance

Chaque opération de contrôle est effectuée soit par le service bénéficiaire, soit par un prestataire externe d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Le titulaire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

8.8 Opérations de vérification des prestations de maintenance

8.8.1 Maintenance préventive

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent accord-cadre et notamment le nombre et la qualité des interventions exécutées.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- l'état des infrastructures de recharge entretenues;
- la qualité des rapports d'interventions;
- la justesse dans le choix et la mise en place d'indicateurs de performances par le mainteneur.

Le délai imparti pour procéder aux opérations de réception court à compter de la réception du compte-rendu d'intervention par le service utilisateur.

8.8.2 Maintenance corrective (hors garantie)

Les opérations de vérification ont pour but de constater la conformité des actions opérées avec les prescriptions issues du devis objet de l'intervention. Elles consistent également en la vérification du rétablissement en ordre de marche de l'objet de la panne signalée, ainsi qu'en la vérification du caractère permanent de l'infrastructure objet de l'intervention.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Le délai imparti pour procéder aux opérations de réception court à compter de la réception du compte-rendu d'intervention par le service utilisateur.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE SUPERVISION

Le système de supervision devra être opérationnel dans les 15 jours suivant la réception du marché subséquent ou du bon de commande demandant la mise à disposition de l'outil de supervision, ou dans les 15 jours suivants la fin des travaux si le marché subséquent ou le bon de commande porte simultanément sur l'installation et la supervision.

Article 10 - MOYENS MIS À DISPOSITION DU TITULAIRE

Local :

Au cas par cas, et selon les disponibilités offertes par le site considéré, un local peut être mis à la disposition du titulaire. En l'absence de local, le responsable de site indique les voies d'accès aux sanitaires et/ou aux vestiaires.

Documentation :

Le titulaire a accès, dans les locaux de la personne publique, aux Dossiers des Ouvrages Exécutés(DOE), aux plans concernant les équipements techniques objets du présent accord-cadre, s'ils sont disponibles.

Informations :

Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.

Plan de prévention :

Le titulaire doit fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

Afin de prévenir tout risque d'accidents, le personnel habilité de l'entreprise titulaire, s'engage à fournir toutes les informations et consignes utiles à tous les salariés de ladite entreprise (et de ses cotraitants et sous-traitants éventuels) devant intervenir sur le site.

Article 11 - OUTILLAGE

Le titulaire fait son affaire de tout l'outillage nécessaire à l'exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre et les met en place à ses frais.

La liste des matériels et outillages éventuellement entreposés dans les bâtiments doit être soumise à l'accord du responsable de site, le titulaire en demeure responsable.

D'une manière générale, pour les prestations de maintenance on entend par outillage :

- les équipements de manutention ;
- les protections ;
- les véhicules ;
- les tenues de travail ;
- les équipements de radio, téléphonie et informatiques de ses personnels ;
- les outils nécessaires à la programmation des automates, régulateurs et systèmes de programmation des équipements de contrôles et de comptage asservis aux installations maintenues,
- le matériel de nettoyage

Pour les prestations de travaux d'installation, on entend par outillage :

- les équipements de manutention ;
- les échelles, échafaudages, plates-formes élévatrices, platelages, nacelles ;
- les protections ;
- les véhicules ;
- les tenues de travail ;
- les équipements de radio, téléphonie et informatiques de ses personnels ;
- les outils nécessaires à la programmation des automates, régulateurs et systèmes de programmation des équipements de contrôles et de comptage asservis aux installations maintenues.
- le matériel de nettoyage.

Le titulaire fait également son affaire des appareils de mesures, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Article 12 - NETTOYAGE

Le titulaire doit maintenir en parfait état de propreté les locaux techniques abritant les installations dont il assure la maintenance, l'ensemble des locaux dans lesquels il intervient ainsi que les locaux mis à la disposition de ses personnels.

Le titulaire du présent accord-cadre a l'obligation contractuelle d'évacuer et de recycler l'ensemble des

déchets produits. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries, mais également les emballages.

Article 13 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques de l'accord-cadre.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Article 14 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

14.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et est fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

14.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur et au(x) service(s) concerné(s) tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

14.3 Obligation de confidentialité

Outre les obligations qui relèvent de l'article 5 du CCAG-Travaux, le personnel du titulaire est tenu de ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration pour le compte de laquelle les prestations sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

14.4 Accès aux sites

Indépendamment des contraintes fixées à l'annexe 2 du CCAP sur les conditions d'accès dans les services appartenant au ministère de l'intérieur et des douanes, aux bâtiments de la gendarmerie, des services

judiciaires et de l'administration pénitentiaire, les prescriptions ci-dessous valent pour tout site dont les accès sont restreints ou dont certaines zones sont réglementées soit par la loi soit par le règlement particulier du site.

- *Port visible de la carte professionnelle du bâtiment :*

La carte professionnelle du bâtiment est portée en permanence et de façon visible par les personnels du titulaire et de ses sous-traitants, dès que les conditions de travail le permettent.

- Sécurité et accès des sites

Les contraintes de sécurité propres à chaque site sont précisées dans le marché subséquent. Toutes les indications utiles à la sécurité et à la protection du site pendant la préparation et la réalisation des travaux pourront être annexées au marché subséquent ou la demande d'intervention en urgence.

- Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier est établie et fournie par le titulaire avant le démarrage des travaux. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article R. 620-3 du code du travail, introduit par le décret n° 86 524 du 13 mars 1986, le maître d'ouvrage exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, doit être exclu du chantier.

Le titulaire doit certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire doit s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

- Contrôle des accès

Tous les personnels des entreprises devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel de l'entreprise pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin des travaux.

Lorsque l'acceptation d'un devis lui a été notifié, l'entreprise fournit au maître d'ouvrage la liste des véhicules privés appelés à stationner dans l'enceinte du site où doivent être réalisés les travaux.

- Secret professionnel – Restriction de circulation – Confidentialité

Au cas où les nécessités de la sécurité de ses activités l'exigeraient, le maître d'ouvrage peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès de certains locaux.

Le personnel du titulaire est tenu de ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

D'une façon générale, les personnels du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration pour le compte de laquelle les travaux sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

14.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de

sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit fournir au responsable de chaque site avant tout commencement d'exécution du marché subséquent une liste comportant le nom, le prénom et les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers des agents assurant la prestation. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article R. 620-3 du code du travail, introduit par le décret n° 86 524 du 13 mars 1986, le maître d'ouvrage exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, doit être exclu du chantier.

Le titulaire doit se conformer aux exigences de certains sites dits sensibles notamment quant à la communication du casier judiciaire. Dans ces cas, le service bénéficiaire communiquera par écrit au titulaire les exigences particulières auxquelles le titulaire devra se conformer.

Ces éléments, ou toute autre précision que juge nécessaire le service bénéficiaire, seront annexés à l'acte d'engagement du marché subséquent.

14.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

14.7 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

14.8 Obligations en matière de protection des salariés et de conditions de travail

Le titulaire s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail, sous peine de résiliation de l'accord-cadre à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 15.4.2 du CCAP.

14.9 Obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur et aux services bénéficiaires qui en font la demande les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire via la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>, ou par tout autre moyen communiqué par la PFRA.

Le titulaire sera informé de toute évolution concernant la transmission desdits documents en cours d'exécution du présent accord-cadre. Le titulaire devra alors se conformer à ces évolutions le cas échéant.

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Le soumissionnaire certifie maîtriser les règles de l'art relatives à la création, modernisation et l'entretien des appareils élévateurs quel qu'en soient les performances.

15.1 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, sont justifiables de pénalités, les manquements aux obligations de résultat exposés dans le présent CCAP.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Par dérogation aux articles 13.2.1 et 20.1.4 du CCAG-Travaux, la révision des prix ne s'applique pas aux pénalités.

15.1.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes:

a) MAINTENANCE PREVENTIVE

Sur la base des actions à mener par le titulaire au regard des dispositions prévues, notamment en ce qui concerne la nature et la fréquence des maintenances périodiques, ainsi que sur la base du planning prévisionnel rédigé par le titulaire pour la prise en compte des actions à mener, tout retard d'intervention pourra être sanctionné à partir du troisième jour ouvré par une pénalité de 5 % du montant hors taxes de la prestation à réaliser par jour de retard.

Au delà du 15^e jours de retard, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, dans le cadre de l'article 36 du CCAG-FCS.

b) MAINTENANCE CORRECTIVE ET SUPERVISION

Compte-tenu des obligations de résultat inhérentes à l'exécution du présent accord-cadre, tout retard d'intervention par rapport aux délais indiqués dans le devis objet de la demande d'intervention, pourra être sanctionné par une pénalité de 5% du montant hors taxes de la prestation à réaliser, par jour de retard.

Au-delà du 20^e jour de retard, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, dans le cadre de l'article 36 du CCAG-FCS.

c) TRAVAUX D'INSTALLATION

Des la constatation formalisée par tout moyen (message, ordre de service, ..), par le service bénéficiaire, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 € HT par dérogation à l'article 20.1 du CCAG-Travaux.

15.1.2 Pénalités pour non respect du délai inscrit au devis

Tout retard dans l'exécution des prestations dont le délai est fixé dans le devis concerné entraîne une pénalité de 50 € HT par jour de retard à compter de la date de fin de prestation indiquée dans le devis concerné.

Au-delà de 7 jours calendaires de retard, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, dans le cadre de l'article 36 du CCAG-FCS.

Ces pénalités s'appliquent également aux devis rectificatifs le cas échéant.

15.1.3 Pénalités pour non exécution des prestations

a) DEPANNAGE NON CONCLUANT

Compte tenu des obligations de résultat associées à la mise en place d'actions correctives suffisantes pour mettre fin au désordre, soit de manière temporaire, soit de façon durable, selon la nature, la cause et effets de la panne, une intervention sera considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche ou remise en fonction en mode dégradé, des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans les délais d'indisponibilité autorisés prévus au regard du site concerné.

Pour mettre fin au désordre dans les délais d'indisponibilité, et suivant la criticité de la panne, il appartient au mainteneur de juger de l'opportunité dès son arrivée de procéder à :

- l'appel d'un autre niveau d'intervention supérieur ,
- l'appel de renfort ;
- l'approvisionnement sur le site du matériel, outillage, consommables de maintenance en quantité et qualité suffisantes .

Il appartient au titulaire de faire la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable. Dans le cas contraire, l'intervention non concluante sera considérée comme non réalisée et donnera lieu à une pénalité égale à 50€ HT par jour de retard dans la résolution de la panne.

Le cas échéant, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, dans le cadre de l'article 36 du CCAG-FCS.

b) NON UTILISATION DE L'OUTIL DE REPORTING

La non utilisation de l'outil de reporting tel que demandé au CCTP, la non mise en place, le non fonctionnement peut entraîner l'application d'une pénalité de 50€ HT par jour de non mise en place, non utilisation, non fonctionnement et par site concerné.

c) NON REMISE EN ETAT DE PROPRETE DES LIEUX

Le non-respect de l'obligation de nettoyage entraîne une pénalité de 100€ par jour de retard à compter de la date de fin d'exécution des prestations.

15.1.4 Pénalités pour manquement au repliement des installations et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces opérations et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'Ouvrage, aux frais de l'entreprise, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci avant. En cas de retard constaté par le service bénéficiaire dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier, le titulaire encourt une pénalité de 50€ par jour calendaire de retard.

15.1.5 Pénalités liées à la remise tardive de la déclaration du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT** par jour calendaire de retard à compter de la constatation par le service bénéficiaire de l'intervention sur le site du sous-traitant.

15.1.6 Pénalités pour manquement aux obligations administratives

15.1.7.1 Remise de document

Tout retard dans la remise des documents nécessaires à l'exécution des prestations prévus au présent accord-cadre, peut entraîner l'application d'une pénalité égale à **50 euros HT** par jour ouvré de retard par site d'intervention et par type de document concerné à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

Tout retard dans la remise des autres rapports, notamment, bilan d'activité et rapport annuel, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de **50 € HT** par jour calendaire de retard à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

De même, si les documents remis ne respectent pas le fond et la forme requis par le présent accord-cadre (document non conforme), il peut être fait application d'une pénalité égale à **50 euros HT** par jour ouvré de retard par site d'intervention et par type de document concerné à compter du jour d'envoi de la relance de demande de transmission.

15.1.7.2 Absence du titulaire

Toute absence non excusée à une réunion, à une convocation, aux réceptions de prestations, accompagnement aux opérations de contrôles réglementaires, diligentées par le service bénéficiaire, conformément aux dispositions de préavis fixées au présent accord-cadre pourra entraîner l'application d'une pénalité de **100 euros HT** par absence constatée ou retard constaté de plus d'une heure sauf motifs notifiés avant l'heure fixée ou sur motifs justifiés par un cas de force majeure. La pénalité s'applique sur simple constatation sur le compte-rendu de la réunion sans qu'il soit réalisée de mise en demeure préalable.

15.1.7.3 Remise de l'inventaire

Tout retard dans la remise de l'inventaire de prise en charge et/ou du classeur de maintenance, entraîne une pénalité de 50 € HT/jour de retard à compter de la date de remise telle que défini à l'article 6.41 du présent CCAP.

15.1.7 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 15% de la valeur totale des prestations concernées par un même marché subséquent ou bon de commande.

15.1.8 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, les pénalités sont appliquées au premier euro.

15.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution de la prestation ou d'interruption des travaux par le titulaire, le service bénéficiaire peut résilier, partiellement ou totalement, le marché subséquent ou le bon de commande concerné et faire procéder par un tiers, aux frais et risques du titulaire, à l'exécution de ladite prestation dans les conditions de l'article 48 du CCAG-Travaux.

15.3 Perte d'exclusivité

Le titulaire perd le bénéfice de l'exclusivité des commandes :

- si le service bénéficiaire est amené à constater, dans le cadre de l'établissement d'un devis, une incohérence manifeste avec les prix moyens observés sur le marché économique ;
- en cas de non respect du délai d'établissement du devis;
- en cas de non respect du délai de réalisation des prestations prévues au devis (délai de démarrage des travaux, délai des travaux, des prestations ...).

15.4 Résiliation

La décision de résiliation est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

15.4.1 Résiliation de marchés subséquents sans minimum ni maximum exécutés par bons de commande

Outre les cas de résiliation pour faute prévus au CCAG de référence, les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner la résiliation des marchés subséquents par les services bénéficiaires conformément à l'article 46 du CCAG-Travaux en cas de :

- refus de transmission de la copie des devis ou factures du ou des fournisseurs demandées par le service à plus de trois reprises au cours d'une année d'exécution du marché subséquent.
- non application à plus de trois reprises des prix issus de l'accord-cadre (BPU, tarif horaire, etc.).
- non respect du délai de réalisation des prestations prévues au devis (délai de démarrage des travaux, délai des travaux, sauf aléas non imputable à l'entreprise ...) à plus de trois reprises au cours d'une année d'exécution.

Si le montant des pénalités est supérieur 15% du montant du marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnisation. Les pénalités restent dues.

15.4.2 Résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre entraîne la résiliation des bons de commandes ainsi que des marchés subséquents en cours d'exécution.

Outre les cas de résiliation pour faute prévus au CCAG de référence, les situations énoncées ci-dessous peuvent être considérées comme des fautes du titulaire pouvant entraîner la résiliation de l'accord-cadre par le représentant du pouvoir adjudicateur conformément à l'article 46 du CCAG-Travaux :

- Pour inexactitude des renseignements

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre pourra être résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire.

- Pour contravention à la réglementation du travail

La résiliation de l'accord-cadre peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnité s'il contrevient à la réglementation du travail.

La résiliation de l'accord-cadre peut intervenir aux torts du titulaire et sans indemnités en cas de refus du titulaire de signer un marché subséquent conforme au présent accord-cadre, après mise en demeure restée infructueuse.

- En cas de résiliation pour faute du titulaire sur deux marchés subséquents

En cas de résiliation de deux marchés subséquents pour faute du titulaire sur une période de 12 mois, la personne publique peut résilier l'accord-cadre avec le titulaire du lot concerné sans préavis ni indemnité, sans qu'il soit besoin d'aucune autre formalité.

- Pour défaut de réponse aux consultations

A l'égard de tout titulaire qui, à la date anniversaire de l'accord-cadre, n'aura pas répondu, sans motif valable, au minimum à 75 % des marchés subséquents lancés durant l'année;

15.4.3 Résiliation à l'initiative du titulaire

Le titulaire peut par ailleurs soumettre une demande de résiliation de l'accord-cadre au représentant du pouvoir adjudicateur. Cette demande doit exposer clairement les difficultés auxquelles le titulaire se trouve exposé et qui empêchent le respect des clauses du présent accord-cadre. Les conditions de la résiliation sont alors précisées dans un protocole transactionnel.

Article 16 - REUNIONS

16.1 Réunion préparatoire au démarrage et réunion de suivi de l'exécution de l'accord-cadre

La présence du titulaire à la réunion de présentation du présent accord-cadre est obligatoire et à toutes réunions organisées dans le cadre du suivi d'exécution.

16.2 Réunion de chantier

L'organisation et la fréquence des rendez-vous de chantier sont laissées à l'initiative du Maître d'Ouvrage en fonction des nécessités et des phases d'avancement du chantier.

L'entreprise est tenue d'assister aux rendez-vous de chantier organisés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre et ce, autant de fois qu'il sera nécessaire pendant la durée des travaux. En cas d'impossibilité l'entreprise devra se faire représenter par une personne qualifiée ayant pouvoir de décision, afin que les arbitrages inhérents aux travaux soient menés et mis en application immédiatement.

Le soumissionnaire mettra tout en œuvre pour que les demandes formulées au cours des réunions de chantier soient traitées au plus tard pour la réunion de chantier suivante. Le cas échéant, des pénalités pourront être appliquées.

Les observations figurant au compte-rendu sont contractuelles. Si le compte-rendu ne fait l'objet d'aucune contestation au plus tard sous huit jours à compter de sa date de diffusion, les dispositions qui y sont décrites sont considérées comme acceptées sans aucune réserve.

Article 17 - PILOTAGE

17.1 Revue de contrat

Une réunion de revue de contrat annuelle est organisée par la PFRA. En vue de l'organisation de cette réunion, pour chaque lot, le titulaire doit communiquer, dans les deux semaines qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre, à l'exception de la dernière année d'exécution pour laquelle les documents détaillés dans les articles 16.2 et 16.3 du présent CCAP doivent être transmis deux semaines avant ladite date anniversaire.

17.2 Bilan d'activité

Un bilan d'activité à destination de la PFRA comportant les informations suivantes :

1 - Le bilan des marchés subséquents comportant :

- les noms et adresses des services bénéficiaires avec lesquels il a conclu un marché subséquent au cours de l'année.
- les montants initiaux et successifs ;
- l'objet des prestations des marchés subséquents ;
- les avenants réalisés sur la base de l'accord-cadre et des marchés subséquents de la période concernée ainsi que le montant de chaque avenant ;

- un état des pénalités appliquées par les services bénéficiaires.

2- Un bilan d'exécution des prestations comportant :

- le montant total des prestations objet des marchés subséquents et bonde commande passés sur la base du présent accord-cadre,
- le nombre total de marché subséquent passés sur la base de l'accord-cadre,
- un rapport global relevant les non conformités éventuelles en rapport avec les dispositions réglementaires ou normatives ainsi que toutes suggestions relatives à l'évolution réglementaire portant sur les installations objet d'un marché subséquent,

Ce bilan d'activité, présenté sous forme de diapositives, est commenté par le titulaire à l'occasion de la revue de contrat annuelle.

17.3 Rapport annuel d'exécution

Un rapport annuel d'exécution à destination des services bénéficiaires comportant les informations suivantes :

- A la demande d'un service bénéficiaire, le titulaire doit adresser le rapport annuel d'exécution comportant les éléments listés ci-après dans un délai de un mois à compter de la date de la demande dudit service. Cette demande doit intervenir dans les 15 jours qui suivent la date anniversaire du début d'exécution de l'accord-cadre;
- un rappel de l'objet des prestations des marchés subséquents passés par un même service bénéficiaire;
- les montants initiaux des marchés subséquents et leurs évolutions successives (révision de prix, avenant le cas échéant etc) ;
- la liste des devis proposés et acceptés;
- le récapitulatif des différentes interventions effectuées ainsi que leur objet au cours de l'année d'exécution concernée;
- un rapport précisant les suggestions relatives à l'évolution de la réglementation;

Tout document présentant un niveau de renseignement insatisfaisant au regard des dispositions prévues au présent contrat, précisant le contenu a minima des données, ne saurait être considéré comme recevable par l'administration et ouvrira droit à l'application des pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

Le cas échéant, le service bénéficiaire peut faire exécuter la prestation concernée par un autre opérateur économique aux frais et risques du titulaire dans le cadre de l'article 48 du CCAG-Travaux.

17.4 Bilan trimestriel

Une synthèse régionale, sera transmise trimestriellement à la PFRA selon les échéances suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre (ou le premier jour ouvré contigu).

Cette synthèse comportera, a minima, les éléments suivants :

- liste des prestations unitaires commandées par service (y compris celles qui ont été réalisées par application du taux horaire) ;
 - liste et les montants des prestations unitaires réalisées par service (préciser le type de prestations par contrat concerné) ;
- Ces listes seront mises à jour trimestriellement et au fur et à mesure de la passation des marchés subséquents et bons de commandes.

Article 18 - OPERATIONS DE RECEPTION ET GARANTIES

18.1 Opérations de réception

Les opérations de réception sont effectuées conformément au chapitre V du CCAG-Travaux par un référent

technique des services bénéficiaires. Le titulaire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

18.2 Garantie

Les entreprises ayant participé à la réalisation des ouvrages objets du présent programme garantissent la réalisation de leurs travaux suivant les spécifications techniques du présent cahier des charges et les règles de l'art propres à ses activités.

La période de garantie pourra être prolongée tant que les essais de marche normale de puissance et de rendement n'auront pas donné satisfaction et que toutes les prescriptions des documents contractuels n'auront pas été observées.

Pendant la période de garantie due par l'entreprise au titre du marché de travaux, et dans le cas où le prestataire travaux est différent du prestataire maintenance, le titulaire du contrat de maintenance assiste le maître d'ouvrage pour mettre en évidence les défauts, défaillances, malfaçons, et faire jouer les garanties. Il est tenu de porter à la connaissance du maître d'ouvrage, l'incidence de tout vice caché qu'il aurait découvert.

Dans le cas où la garantie des constructeurs et entreprises ne pourrait pas jouer du fait du non-respect des prescriptions d'entretien exigées pour l'application de la garantie, les travaux à engager pour la mise en état de l'équipement seraient à la charge du titulaire du contrat de maintenance.

18.3 Garantie du matériel

L'ensemble du matériel fourni par l'entreprise devra être garanti contre tous vices de construction pendant une durée de deux ans, à dater de la réception définitive de l'installation.

Cette garantie ne pourra s'appliquer aux conséquences de l'usure normale, ni à celles résultant d'une mauvaise utilisation de l'installation.

18.4 Garantie de parfait achèvement

Le maître d'ouvrage procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44 du CCAG-Travaux. Le cas échéant, le titulaire est convoqué. En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en est fait mention au procès verbal qui lui est alors notifié.

L'installation sera garantie en bon état et contre tous désordres pendant une durée d'un an, à compter de sa mise en service définitive.

Au cours de cette période, le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à toutes nouvelles séries d'essais. En conséquence, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Dans le mois précédent la fin de la garantie de parfaite achèvement, l'entreprise titulaire du marché de travaux prévoira un audit de l'installation de manière à dresser un constat de l'état global de l'appareil. La longueur des câbles de traction sera ajustée en cas de nécessité.

Le matériel fourni par le titulaire sera garanti une année à compter de la date d'effet de la réception définitive et sans réserve de l'installation. Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

18.5 Garantie de bon fonctionnement

L'installation sera garantie en bon état de fonctionnement pendant une durée de deux ans, à compter de sa mise en service définitive. Au cours de cette période, l'entreprise sera tenue, quelle qu'en soit la nature, de rectifier tous les défauts de fonctionnement.

Pendant la période de garantie, le titulaire doit exécuter les vérifications et remises en état qui lui sont prescrites sans délai.

18.6 Responsabilité et assurances

18.6.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Dans le cadre de son obligation de résultat, l'entreprise ayant participé à la réalisation des ouvrages, objets du présent programme, est tenue de livrer ces travaux dans le respect du marché et conformément aux délais.

Elle sera également responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés, pendant les travaux, à tout ouvrage, bâtiment ou partie de bâtiment existant, à toute personne, par le fait de ses travaux. En cas de sinistre du fait de l'exécution de ses travaux, l'entreprise supportera tous les frais liés tels que les frais de déblaiement, de remplacement, de réparation ou de reconstruction de la ou des parties sinistrées, ainsi que les conséquences financières sans pouvoir prétendre à une indemnité ou révision du montant de son marché pour le surcoût correspondant.

L'entreprise prendra toutes les dispositions pour la sécurité de toutes personnes présentes dans le bâtiment notamment dans l'environnement proche de la zone de travaux.

18.6.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Les polices d'assurance prévoient les plafonds minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : **3 800 000** euros par sinistre.
- dommages matériels et/ou immatériels : **900 000** euros par sinistre.

18.6.3 Assurances de responsabilité civile décennale

Les travaux sont soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances et le montant prévisionnel des travaux est inférieur à 15 millions d'euros HT.

Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

18.6.4 Dispositions communes

En application de l'article L. 241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des

franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en oeuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

Article 19 - SOUS-TRAITANCE

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur et/ou du service bénéficiaire, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, la liste des travailleurs étrangers, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur et/ou le service bénéficiaire doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée préalablement à son intervention et ses conditions de paiement agréées par l'ordonnateur du marché subséquent.

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant de l'ordonnateur du marché subséquent, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

Article 20 - JURIDICTION COMPETENTE

En cas de différend, les parties peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article R2197-1 à -25 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Lyon sis 53 boulevard Vivier Merle, 69003 LYON.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges relatifs à la mise en œuvre de l'accord-cadre est le tribunal administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69003 LYON Tel : 04 78 14 10 10 / télécopie : 04 78 14 10 65.

Le tribunal compétent pour les litiges relatifs à la mise en œuvre des marchés subséquents est le tribunal administratif dans le ressort duquel est situé le lieu d'exécution des travaux.

Article 21 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX (CCAG-Travaux)

Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé:	Articles du CCAP portant dérogation:
Article 2.51	Article 7.2
Article 2.52	Article 6.2
Article 4.1	Article 2.6
Article 5	Article 14.3
Article 9.2	Article 18.6.4
Article 11.4	Article 4.3

Article 13.2.1	Article 15.1
Article 15	Article 4.17.2
Article 19.2.1	Article 6.3
Article 20	Article 15.1
Article 20.1.4	Article 15.1
Article 20.4	Articles 15.1 à 15.4, 15.1.10 et 15.1.11

Arrêté à Lyon, le
Le représentant du pouvoir adjudicateur,